

L'Oeuvre du MRP pour la famille et le progrès social

Comme le rappelait Maurice Schumann (1) , porte-parole de la France combattante, futur député du Nord et premier président du nouveau parti qui naît le 26 novembre 1944 :

"La part prise par ses fondateurs à la Résistance des premiers jours a conféré aux catholiques français la plénitude du droit de cité que leur avait toujours contestée la IIIe République".

Cette entrée de plain-pied dans la République française leur permet dans le contexte de l'unanimité de la libération du pays, au sein du tripartisme avec de Gaulle puis dans le cadre de la troisième force, de participer au relèvement du pays.

"En second lieu, la famille spirituelle, que l'ironie des anciens partis n'épargna pas, eut le grand mérite d'imprimer son caractère propre à la politique sociale de l'après-guerre. C'est à elle qu'est due la législation familiale qui fut - on l'a trop souvent oublié - constamment contestée, remise en cause ou contrariée par les préjugés opiniâtres d'une certaine administration".

De Frédéric Ozanam à Marc Sangnier, fondateur du Sillon et président d'honneur du MRP, en passant par le PDP, la Jeune République, l'ACJF, la CFTC, le souci de la justice sociale et d'une attention aux plus démunis a été l'une des principales composantes de l'engagement des militants chrétiens.

Dans le Manifeste du MRP, la "Révolution par la loi" passe par la volonté de faire "de la démocratie politique et sociale une pleine réalité."

Soucieux de libérer l'Etat des puissances d'argent, les républicains populaires se montrent partisans de la nationalisation - sans étatisation - des industries-clés, des monopoles privés et du crédit. Ils insistent également sur la participation des syndicats à la direction de l'économie, à la gestion des entreprises.

Ils souhaitent la mise en place d'un salaire minimum vital ainsi que "la possibilité pour tous d'élever leurs enfants quel qu'en soit le nombre". Dans le ministère de la Santé publique et de la Population, tour à tour Robert Prigent, nommé ministre par le général de Gaulle le jour anniversaire de ses 35 ans, Germaine Poinso-Chapuis dans le gouvernement de Robert Schuman puis Pierre Schneiter secondé par Jules Catoire, secrétaire d'Etat, vont asseoir, par des mesures précises et concrètes, soutenues à l'Assemblée nationale par les députés issus de la CFTC une politique familiale qui sert alors de modèle dans les pays occidentaux.

Paul Coste-Floret, député de l'Hérault puis André Monteil, député du Finistère dans le cabinet Mendès-France en 1954, occupent la même responsabilité.

Une autre personnalité, Paul Bacon, mérite, dans le domaine socio-économique, d'être citée tant par la simplicité et la discrétion de son caractère que par sa compétence reconnue sous les deux Républiques qui se succèdent. De condition très modeste, formé par la JOC puis la CFTC, Paul Bacon occupe à douze reprises, durant neuf années, le ministère du Travail et de la Sécurité sociale. Le 7 février 1950, il succède au socialiste Pierre Ségelle dans le cabinet Bidault ; le lendemain, il fait voter le projet de loi sur les conventions collectives. Par la suite, il veille à l'équilibre financier de la Sécurité sociale, au développement de la formation professionnelle pour adultes. Soucieux de faire participer les syndicats aux différentes instances, notamment dans la fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti, il souhaite mener une réforme de l'entreprise en renforçant la participation des travailleurs.

Alors qu'il n'est pas réélu aux législatives de 1958, le général de Gaulle lui demande de continuer d'œuvrer dans ce ministère du Travail et de la Sécurité sociale : il peut ainsi mettre en place le conventionnement des médecins avec la Sécurité sociale, mesure que son collègue socialiste, Albert Gazier, n'avait pas réussi à faire accepter durant le gouvernement du Front républicain.

A côté de l'impulsion donnée à la construction européenne, la fécondité sociale des républicains

populaires représente l'un des apports décisifs des catholiques sociaux et plus généralement du mouvement social d'inspiration chrétienne durant le XXe siècle.

Bruno Bethouart
Professeur d'histoire contemporaine
Université du Littoral Côte d'Opale

Notes :

(1) Lettre-préface dans l'ouvrage de B. Béthouart, Le MRP dans le Nord-Pas-de-Calais 1944-1967, Dunkerque, Editions des beffrois, 1984, p.7. ,